



SESSION ORDINAIRE 2020-2021

2 FÉVRIER 2021

**PARLEMENT DE LA RÉGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE**

**PROPOSITION D'ORDONNANCE**

**relative à la comptabilité des émissions de gaz  
à effet de serre des communes**

**RAPPORT**

fait au nom de la commission  
des Affaires intérieures

par M. Christophe MAGDALIJNS (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

*Membres effectifs* : MM. Marc-Jean Ghysse, Jamal Ikazban, Mme Fadila Laanan, MM. Ahmed Mouhssin, Hicham Talhi, Vincent De Wolf, Mme Dominique Dufourny, M. Christophe Magdalijns, Mme Leila Lahssaini, M. Pierre Kompany, Mme Els Rochette, MM. Mathias Vanden Borre, Guy Vanhangel.

*Membres suppléants* : MM. Michaël Vossaert, Petya Obolensky, Fouad Ahidar.

*Autre membre* : Mme Clémentine Barzin.

*Voir* :

**Document du Parlement :**

A-97/1 – 2019/2020 : Proposition d'ordonnance.

GEWONE ZITTING 2020-2021

2 FEBRUARI 2021

**BRUSSELS  
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

**VOORSTEL VAN ORDONNANTIE**

**betreffende de boekhouding van de  
broeikasgasuitstoot van de gemeenten**

**VERSLAG**

uitgebracht namens de commissie  
voor de Binnenlandse Zaken

door de heer Christophe MAGDALIJNS (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

*Vaste leden* : De heren Marc-Jean Ghysse, Jamal Ikazban, Mevrouw Fadila Laanan, de heren Ahmed Mouhssin, Hicham Talhi, Vincent De Wolf, mevrouw Dominique Dufourny, de heer Christophe Magdalijns, mevrouw Leila Lahssaini, de heer Pierre Kompany, mevrouw Els Rochette, de heren Mathias Vanden Borre, Guy Vanhangel.

*Plaatsvervangers* : De heren Michaël Vossaert, Petya Obolensky, Fouad Ahidar.

*Ander lid* : Mevrouw Clémentine Barzin.

*Zie* :

**Stuk van het Parlement:**

A-97/1 – 2019/2020: Voorstel van ordonnantie.

## I. Exposé introductif de M. Vincent De Wolf, auteur principal de la proposition d'ordonnance

La présente proposition d'ordonnance est le fruit d'un grand travail de la part des auteurs de la proposition et de leurs collaborateurs. Elle vise à rencontrer les objectifs climatiques et environnementaux, en contribuant à l'objectif commun de réduction des gaz à effet de serre.

La proposition consacre la notion de « comptabilité carbone » et vise à permettre aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale de réaliser un bilan carbone et de procéder à sa mise à jour tous les trois ans dans le cadre de leur budget.

Outre ce qui précède, la comptabilité carbone s'inscrit dans une perspective durable et structurelle, en ce qu'elle offre à toute organisation la possibilité d'anticiper les contraintes à venir sur les questions énergétiques et environnementales.

Afin de quantifier l'impact des activités humaines sur le changement climatique, diverses méthodes de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre se sont développées. Parmi ces méthodes, le Bilan Carbone (BC) initialement proposé par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) au début des années 2000 et actuellement géré par l'Association Bilan Carbone (ABC). Ce bilan se présente sous la forme d'un tableur informatique qui permet de recenser les émissions de gaz à effet de serre converties en tonnes de CO<sub>2</sub> de l'organisation en différents postes d'émission et ce, selon le périmètre organisationnel retenu.

La proposition d'ordonnance vise à inscrire dans la Nouvelle loi communale les grands principes de la « comptabilité carbone » et ce, afin que les communes puissent être attentives aux émissions de gaz à effet de serre qui résultent de leur patrimoine et de leurs activités.

La comptabilité carbone peut prendre différentes formes en fonction du périmètre défini pour la réalisation du diagnostic. Les organisations qui s'inscrivent dans la tenue d'une comptabilité carbone peuvent axer leur bilan sur leur fonctionnement interne, les biens ou services mis à disposition ou encore sur un territoire donné.

Ainsi, l'ordonnance soumise à discussion se veut être une première étape dans la réalisation d'un bilan carbone par et pour les communes. Il s'agit ici en premier lieu d'un document incitatif.

Le dispositif inscrit donc dans la Nouvelle Loi Communale l'obligation d'établir un bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ce bilan doit porter, a minima, sur la quantification des éléments suivants : le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) le méthane (CH<sub>4</sub>); le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O); les hydrofluorocarbones (HFC); les hydrocarbures perfluorés (PFC); l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>) et le trifluorure d'azote (NF<sub>3</sub>). Cette liste est

## I. Inleidende uiteenzetting van de heer Vincent De Wolf, hoofdindieners van het voorstel van ordonnantie

Het voorstel van ordonnantie is de vrucht van intensief werk van de indieners van het voorstel en hun medewerkers. Het strekt ertoe de klimaat- en milieudoelstellingen te verwezenlijken door bij te dragen tot de gemeenschappelijke doelstelling om de broeikasgassen te reduceren.

Het voorstel bevestigt het begrip "koolstofboekhouding" en strekt ertoe de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in staat te stellen een koolstofbalans op te maken en die om de drie jaar bij te werken in het kader van hun begroting.

Bovendien past de koolstofboekhouding in een duurzaam en structureel perspectief doordat ze elke organisatie de mogelijkheid biedt te anticiperen op de toekomstige problemen op het gebied van energie en milieu.

Om de invloed van de menselijke activiteiten op de klimaatverandering te kwantificeren, zijn verschillende methodes voor de boekhouding van de broeikasgasuitstoot ontwikkeld. Een van die methodes is de koolstofbalans, die oorspronkelijk werd voorgesteld door het Franse milieu- en energiebesparingsagentschap ADEME begin jaren 2000 en thans wordt beheerd door de Association Bilan Carbone (ABC). De koolstofbalans wordt in een rekenblad weergegeven waarmee de broeikasgasuitstoot van de organisatie omgezet in tonnen CO<sub>2</sub> kan worden geïnventariseerd in verschillende uitstootposten volgens de gekozen perimenter van de organisatie.

Het voorstel van ordonnantie strekt ertoe de belangrijkste principes van de "koolstofboekhouding" te integreren in de Nieuwe Gemeentewet opdat de gemeenten de broeikasgasuitstoot ten gevolge van hun patrimonium en activiteiten aandachtig kunnen volgen.

De koolstofboekhouding kan verschillende vormen aannemen volgens de perimenter die voor de diagnose is vastgesteld. De organisaties die een koolstofboekhouding willen voeren, kunnen hun balans richten op hun interne activiteiten, de geleverde goederen of diensten of nog op een bepaald grondgebied.

De besproken ordonnantie is aldus bedoeld als een eerste stap op weg naar een koolstofbalans door en voor de gemeenten. Het gaat in de eerste plaats om een stimulerend document.

De regeling voert bijgevolg in de Nieuwe Gemeentewet de verplichting in om een balans van de broeikasgasuitstoot op te maken.

De balans moet minstens de kwantificering van de volgende elementen bevatten: koolstofdioxide (CO<sub>2</sub>), methaan (CH<sub>4</sub>), distikstofmonoxide (N<sub>2</sub>O), fluorkoolwaterstoffen (HFK), perfluorkoolwaterstoffen (PFK), zwavelhexafluoride (SF<sub>6</sub>) en stikstoftrifluoride

exemplative et résulte d'une analyse sur les gaz à effet de serre les plus communément identifiés.

Il reviendra au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'établir la méthode d'établissement du bilan carbone et ce, en parfaite concertation avec les communes. Il serait bon que la Région puisse pousser toutes les communes à s'inscrire dans cette démarche.

L'établissement d'un cadre commun concerté avec les communes garantit la lisibilité des résultats et des efforts enregistrés par les communes et la cohérence des politiques menées par chacun.

La proposition insère quatre nouveaux articles dans la Nouvelle loi communale reprenant des dispositions telles que l'obligation pour les collèges des bourgmestre et échevins d'établir un bilan carbone et de distinguer dans ledit bilan les émissions directes et indirectes. Il devra transmettre à l'autorité de tutelle un bilan carbone et sa mise à jour tous les trois ans. Il incombera au gouvernement de désigner un organisme externe en charge de la définition du modèle de bilan carbone à suivre par les communes.

La proposition d'ordonnance rencontre pleinement les objectifs de la DPR en matière d'émissions de GES à l'horizon 2030 et la volonté de tendre vers la neutralité carbone d'ici 2050.

À ce stade, il importe d'entamer d'abord ce processus avec les pouvoirs publics, qui ont un devoir d'exemplarité.

À ce jour, plusieurs communes ont entamé un bilan carbone selon des méthodes de quantification qui peuvent différer. À titre d'exemple, à Bruxelles, la commune d'Uccle a fait appel à un prestataire externe spécialisé pour la réalisation d'un bilan carbone collectivité portant sur le patrimoine et les services du territoire, alors que la commune de Berchem-Sainte-Agathe cherche à se doter d'un diagnostic en vue d'un plan climat-air-énergie.

Sans vouloir aucunement s'opposer à l'autonomie communale, il serait bon que dans un domaine comme celui-ci où il faut avancer rapidement, les communes s'inscrivent dans un cadre auquel se rattacher. Ce cadre n'empêche aucunement les entités les plus ambitieuses d'aller au-delà de ce qui sera proposé par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en concertation avec les communes. Le canevas commun contribuera à une meilleure lisibilité de l'évolution de la situation dans chaque entité.

L'obligation de mettre à jour le bilan carbone tous les trois ans vise aussi à ne pas alourdir la charge de travail au sein des communes et à s'inscrire dans la même logique que le plan triennal qui doit accompagner le budget annuel deux fois par législature.

La proposition prévoit la désignation d'un organisme externe chargé d'élaborer le modèle de présentation du bilan

(NF3). Deze lijst geldt als voorbeeld en is het resultaat van een analyse van de meest voorkomende broeikasgassen.

Het staat aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om de methode voor het opmaken van de koolstofbalans vast te stellen in volledig overleg met de gemeenten. Het zou positief zijn als het Gewest alle gemeenten zou kunnen overhalen om deel te nemen aan dat proces.

De vaststelling van een met de gemeenten afgesproken gemeenschappelijk kader garandeert de duidelijkheid van de door de gemeenten geboekte resultaten en geleverde inspanningen, alsook de coherentie van het beleid dat door elk van hen wordt gevoerd.

Het voorstel voegt 4 nieuwe artikelen in de Nieuwe Gemeentewet in met bepalingen zoals de verplichting voor het College van burgemeester en schepenen om een koolstofbalans op te maken en daarbij een onderscheid te maken tussen de rechtstreekse en indirecte uitstoot. Het College moet de koolstofbalans en de bijwerkingen ervan om de drie jaar bezorgen aan de toezichthoudende overheid. De regering dient een externe instelling aan te wijzen die belast wordt met het bepalen van het koolstofbalansmodel dat de gemeenten moeten volgen.

Het voorstel van ordonnantie komt volledig tegemoet aan de doelstellingen van de GBV betreffende de broeikasgasuitstoot tegen 2030 en het streven naar koolstofneutraliteit tegen 2050.

In deze fase is het belangrijk dat het proces eerst van start gaat met de overheden, die het voorbeeld moeten geven.

Vandaag zijn verschillende gemeenten begonnen met een koolstofbalans volgens kwantificeringsmethoden die onderling kunnen verschillen. In Brussel bijvoorbeeld heeft de gemeente Ukkel een beroep gedaan op een gespecialiseerde externe dienstverlener voor het opmaken van een "gemeentelijke koolstofbalans" van het patrimonium en de diensten van het grondgebied, terwijl de gemeente Sint-Agatha-Berchem een diagnose tracht te stellen met het oog op een klimaat-, lucht- en energieplan.

Het is geenszins de bedoeling om de gemeentelijke autonomie aan te tasten, maar het zou positief zijn als de gemeenten op dit gebied, waar onverwijld resultaten moeten worden geboekt, stappen doen binnen een kader waaraan ze zich kunnen houden. Dat kader belet de meest ambitieuze gemeenten helemaal niet om verder gaan dan wat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in overleg met de gemeenten zal voorstellen. Het gemeenschappelijk kader zal bijdragen tot een duidelijker beeld van de evolutie van de situatie in elke gemeente.

De verplichting om de koolstofbalans om de drie jaar bij te werken is ook bedoeld om de werklast van de gemeenten niet te verzwaren en dezelfde logica te volgen als voor het driejarenplan, dat tweemaal per zittingsperiode bij de jaarlijkse begroting dient te worden gevoegd.

Het voorstel voorziet in de aanwijzing van een externe instelling die ermee belast wordt een presentatiemodel voor

carbone et de suivre la mise en œuvre de ce dispositif. Cette aide en faveur des communes n'est pas négligeable, au regard des coûts engendrés par le recours à un prestataire externe spécialisé en vue d'un accompagnement de plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Enfin, il faut réaffirmer que ce dispositif est plus incitatif que coercitif. Il ne prévoit pas de sanction. L'idée étant de s'inscrire dans une démarche positive et constructive.

D'autres propositions d'ordonnance débattues au sein de cette même commission ont contribué à imposer de nouvelles obligations aux communes, sans pour autant les assortir de sanctions. L'idée étant de conserver le caractère incitatif d'une nouvelle mesure et de permettre de les ajuster, en fonction des retours d'expérience.

L'article 2 de la proposition vise la mise en place de l'obligation pour les collèges des bourgmestre et échevins d'établir un bilan carbone portant a minima sur une série de paramètres préétablis tels que les dioxydes de carbone et le méthane. Le bilan doit porter sur le patrimoine de la commune et sur ses compétences pour conduire à des actions prioritaires. Il appartiendra au gouvernement d'établir le mode d'établissement des bilans. Il faudra également fournir une note de synthèse reprenant les actions proposées pour réduire les émissions des gaz à effet de serre. Enfin, il est prévu que ce bilan soit rendu public sur le site de la commune.

L'article 3 dispose qu'il faudra distinguer dans le bilan les émissions directes produites par les sources nécessaires aux activités de la commune et les émissions indirectes associées à la consommation d'électricité, de chaleur, etc.

L'article 4 prévoit que le Collège doit transmettre à l'autorité de tutelle un bilan carbone et le mettre à jour tous les 3 ans.

Enfin, l'article 5 prévoit les missions incombant au gouvernement, notamment, pour ce qui est de la désignation d'un organisme externe en charge de la définition du modèle de bilan carbone à suivre par les communes, au regard des objectifs fixés par l'UE. Il faut également déterminer des méthodes de calcul équivalentes afin de permettre une lisibilité aisée des éléments fournis par les différentes communes. Cet organisme devra également préparer un modèle de présentation des bilans qui sera soumis à l'approbation du gouvernement. Il devra également suivre la mise en œuvre de ce dispositif et faire des recommandations sur l'évolution de celui-ci.

de broeikasgasuitstootbalans op te stellen en de uitvoering van het instrument te volgen. Deze steun voor de gemeenten is niet onaanzienlijk, gelet op de kosten van de inschakeling van een gespecialiseerde externe dienstverlener voor het verlenen van ondersteuning, die enkele tienduizenden euro's bedragen.

Ten slotte dient opnieuw te worden bevestigd dat de regeling veeleer stimulerend dan dwingend is. Ze voorziet niet in sancties. Het is de bedoeling om een positieve en constructieve aanpak te volgen.

Andere voorstellen van ordonnantie, die in dezelfde commissie werden besproken, hebben ertoe bijgedragen dat aan de gemeenten nieuwe verplichtingen werden opgelegd, die evenwel niet gepaard gaan met sancties. Het is de bedoeling om het stimulerende karakter van een nieuwe maatregel te behouden en aanpassingen op basis van feedback mogelijk te maken.

Artikel 2 van het voorstel beoogt de verplichting in te voeren voor het College van burgemeester en schepenen om een balans op te maken van de broeikasgasuitstoot, die ten minste een aantal vooropgestelde parameters omvat, zoals koolstofdioxide en methaan. De balans moet betrekking hebben op het patrimonium van de gemeente en op haar bevoegdheden om te komen tot prioritaire acties. Het is aan de regering om te bepalen op welke wijze de balansen worden opgesteld. Tevens moet een synthesenota worden verstrekt waarin de voorgestelde maatregelen ter vermindering van de uitstoot van broeikasgassen worden opgesomd. Ten slotte moet deze balans openbaar worden gemaakt op de website van de gemeente.

Artikel 3 stelt dat in deze balans een onderscheid moet worden gemaakt tussen de rechtstreekse uitstoot, geproduceerd door de bronnen die nodig zijn voor de activiteiten van de gemeente en de onrechtstreekse uitstoot die verband houdt met het verbruik van elektriciteit, warmte of stoom, enz.

Artikel 4 stelt dat het College de toezichthoudende overheid een koolstofbalans moet bezorgen en deze om de drie jaar moet bijwerken.

Tot slot worden in artikel 5 de opdrachten van de regering bepaald, met name inzake de aanwijzing van een extern orgaan dat belast wordt met het bepalen van het door de gemeenten te volgen koolstofbalansmodel, gelet op de door de EU vastgelegde doelstellingen. Voorts moeten gelijkwaardige berekeningsmethoden worden bepaald, zodat de door de verschillende gemeenten verstrekte elementen gemakkelijk leesbaar zijn. Dit orgaan moet ook een model voor de voorstelling van de balansen opstellen, dat ter goedkeuring aan de regering wordt voorgelegd. Tevens moet zij de uitvoering van dit instrument volgen en aanbevelingen doen over de evolutie ervan.

## II. Discussion générale

M. Mathias Vanden Borre remercie les auteurs de la proposition et déclare que le sujet mérite assurément un débat de fond.

Il est positif qu'avec cette proposition, on souhaite améliorer la transparence quant à l'approche et aux moyens qui seraient déployés pour faire face au problème du climat. Aujourd'hui, cela ne se fait pas toujours de manière cohérente dans cette Région et dans les différentes communes. Une plus grande uniformité en la matière serait donc une bonne chose. Il est également positif de développer une base de comparaison afin de reconnaître la situation actuelle et de fixer des objectifs clairs. Mais on ne peut faire cela que sur la base de chiffres. La présente proposition peut y contribuer.

La présente proposition pourrait également contraindre les communes à avoir une réflexion plus stratégique sur leurs investissements et leurs projets. L'action des communes a bien évidemment des limites physiques et matérielles. Les moyens financiers de la plupart des communes sont en effet limités.

Avec la présente proposition, les communes seraient mises face à leurs responsabilités, et c'est une bonne chose.

Le morcellement reste un inconvénient majeur dans cette Région, et la présente proposition n'apporte pas de réponse à cet égard. On risque donc d'être confronté à des communes qui établiraient des rapports médiocres voire qui n'établiraient aucun rapport. Le manque de transparence financière des communes risque également de poser problème. L'auteur de la proposition a d'ailleurs déjà indiqué que la proposition ne prévoit pas de sanctions concrètes en cas de non-respect des dispositions de la présente ordonnance.

Au niveau de la Région, les questions climatiques sont surtout du ressort de Bruxelles Environnement. Dans quelle mesure la présente proposition s'inscrit-elle dans le cadre des initiatives que celui-ci développe déjà ?

Quelle est l'ampleur de la charge de travail supplémentaire pour les communes si la présente proposition est mise en œuvre ?

En Flandre, des instruments similaires existent déjà, tels que le bilan carbone LULUCF au niveau régional ou le bilan énergétique au niveau des entreprises. Il semble indiqué de s'inspirer autant que possible des pratiques et exemples existants pour pouvoir chercher à s'y adjoindre.

Enfin, abstraction faite de certaines réserves, l'orateur se dit en principe d'accord avec la présente proposition.

M. Marc-Jean Ghysels indique vouloir remercier les auteurs de la proposition et leurs collaborateurs pour le travail de qualité effectué.

## II. Algemene bespreking

De heer Mathias Vanden Borre dankt de indieners van het voorstel en geeft aan dat het voorgestelde onderwerp zeker het inhoudelijke debat waard is.

Het is positief dat men met dit voorstel meer transparantie wil creëren met betrekking tot de aanpak en de middelen die zouden worden ingezet om het klimaathoofdstuk het hoofd te bieden. Dat gebeurt vandaag niet altijd even coherent in dit Gewest en bij de verschillende gemeenten. Het zou aldus positief zijn daar meer eenheid in te krijgen. Het is tevens positief een vergelijkingsbasis te ontwikkelen om de huidige situatie te erkennen en duidelijke doelen vast te stellen. Maar dat kan enkel door een cijfermatige onderbouwing. Dit voorstel kan daartoe bijdragen.

Voorts zou dit voorstel de gemeenten kunnen dwingen meer strategisch na te denken over hun investeringen en hun plannen. Er zijn natuurlijk fysieke en materiële beperkingen voor de gemeenten. De financiële middelen van de meerderheid van de gemeenten zijn immers beperkt.

De gemeenten zouden, met dit voorstel, voor hun verantwoordelijkheden worden geplaatst en dat is een goede zaak.

De versnippering in dit Gewest blijft een groot nadeel en dit voorstel geeft hierop geen antwoord. Men dreigt dan ook geconfronteerd te worden met gemeenten die ondermaats of helemaal niet zouden rapporteren. Ook het gebrek aan financiële transparantie van de gemeenten dreigt hier een probleem te zijn. De auteur van het voorstel gaf overigens reeds aan dat er in het voorstel geen concrete sancties worden voorzien bij niet naleving van de bepalingen van deze ordonnantie.

Op het niveau van het Gewest is het klimaatvraagstuk vooral een bevoegdheid van Leefmilieu.brussels. In welke mate integreert dit voorstel zich in de initiatieven die reeds door hen worden ontwikkeld?

Hoe groot is de bijkomende werklast voor de gemeenten bij een implementatie van dit voorstel?

In Vlaanderen bestaan er reeds gelijkaardige instrumenten, zoals de LULUCF-koolstofbalans op gewestelijk vlak of de energiebalans op het vlak van de ondernemingen. Het lijkt aangewezen om zich zoveel als mogelijk te inspireren op bestaande praktijken en voorbeelden, ten einde hierbij aansluiting te kunnen zoeken.

Tot slot geeft de spreker aan, los van een aantal bedenkingen, het in principe eens te zijn met het voorliggende voorstel.

De heer Marc-Jean Ghysels zegt dat hij de indieners van het voorstel en hun medewerkers wil bedanken voor het degelijke werk dat zij hebben geleverd.

Néanmoins, il souhaite replacer le sujet dans un contexte plus général et revenir à la déclaration de politique générale qui prévoit une stratégie à long terme avec des objectifs contraignants qui s'intégreraient de façon plus générale dans le plan national énergie – climat. L'objectif de réduction de 40 % des gaz à effet de serre à l'horizon 2030 et l'objectif de neutralité pour 2050 sont importants. Le gouvernement s'est, dès lors, engagé dans un débat public avec les citoyens, les acteurs institutionnels et les pouvoirs locaux.

Les pouvoirs locaux se sont déjà engagés dans toute une série d'actions, notamment par la signature de la Convention des maires. Six communes bruxelloises ont déjà signé cette convention avec l'obligation de réduire et de réaliser un inventaire des gaz à effet de serre.

Le gouvernement bruxellois a également déjà travaillé et a discuté en mai 2020, en première lecture, d'un avant-projet qui prévoit notamment les travaux à effectuer en matière d'environnement, en collaboration avec les pouvoirs locaux.

Dans cet élan, le gouvernement a également lancé un appel à projets à l'attention des communes et des CPAS pour un plan d'action en collaboration avec Bruxelles Environnement et Brulocalis. Le gouvernement a prévu un montant d'un million d'euros à cette fin. Dans les appels à projets, il y avait notamment l'élaboration d'un inventaire carbone, une méthodologie et des accompagnements. 28 projets ont été sélectionnés dans les communes d'Anderlecht, d'Auderghem, d'Etterbeek, de Forest, de Jette, de Saint-Gilles, d'Uccle et de Woluwe-Saint-Pierre.

Dès lors que le gouvernement va vraisemblablement bientôt proposer un projet au parlement, il serait peut-être préférable d'attendre celui-ci avant d'adopter un texte certes intéressant mais peut-être incomplet par rapport à un texte global qui devrait parvenir prochainement.

Mme Leila Lahssaini indique que le texte proposé, tout en n'étant pas révolutionnaire, constitue une étape essentielle pour pouvoir avancer dans les objectifs de réduction des gaz à effet de serre.

Dès lors elle indique que son groupe soutiendra cette proposition. Comme d'habitude, la majorité annonce que le gouvernement déposera bientôt un projet global et qu'il ne faut surtout rien faire d'ici-là.

Elle regrette néanmoins que la proposition ne prévois pas d'obligation de réduction des gaz à effet de serre pour les communes. Il manque des objectifs à atteindre en la matière.

Des communes ont-elles déjà réalisé de telles évaluations des émissions des gaz à effet de serre ?

Par rapport à l'organisme d'expertise, il est laissé au gouvernement le soin de créer cet organisme. Mais des organismes pouvant effectuer ce travail n'existent-ils pas déjà ? Cet organisme ne pourrait-il pas également évaluer les

Niettemin wenst hij het onderwerp in een meer algemene context te plaatsen en terug te komen op de algemene beleidsverklaring, die voorziet in een langetermijnstrategie met bindende doelstellingen die meer algemeen in het nationaal energie-klimaatplan zouden worden geïntegreerd. De doelstelling om de broeikasgassen tegen 2030 met 40% te verminderen en de doelstelling om tegen 2050 neutraal te zijn, zijn belangrijk. De regering is daarom een openbaar debat aangegaan met de burgers, de institutionele actoren en de plaatselijke besturen.

De plaatselijke besturen zijn reeds tot een hele reeks acties overgegaan, met name door de ondertekening van het Burgemeestersconvenant. Zes Brusselse gemeenten hebben deze overeenkomst al ondertekend en zich ertoe verbonden de uitstoot van broeikasgassen te verminderen en te inventariseren.

Voorts heeft de Brusselse regering al een voorontwerp uitgewerkt en het in mei 2020 in eerste lezing besproken, dat met name voorziet in de werkzaamheden die in samenwerking met de plaatselijke besturen op het gebied van het milieu moeten worden verricht.

Daarbij heeft de regering ook een projectoproep ter attentie van de gemeenten en de OCMW's gelanceerd voor een actieplan in samenwerking met het BIM en Brulocalis. De regering heeft hiervoor een bedrag van een miljoen euro uitgetrokken. De projectoproepen omvatten onder meer het opstellen van een koolstofinventaris, een methodologie en begeleiding. Er werden 28 projecten geselecteerd in de gemeenten Anderlecht, Oudergem, Etterbeek, Vorst, Jette, Sint-Gillis, Ukkel en Sint-Pieters-Woluwe.

Aangezien de regering waarschijnlijk binnenkort een ontwerp aan het Parlement zal voorleggen, is het wellicht beter daarop te wachten alvorens een tekst goed te keuren die zeker interessant is, maar wellicht onvolledig in vergelijking met een alomvattende tekst die binnenkort zou moeten uitkomen.

Mevrouw Leila Lahssaini stelt dat de voorgestelde tekst weliswaar niet revolutionair is, maar toch een essentiële stap is om vooruitgang te boeken met de doelstellingen inzake de vermindering van broeikasgassen.

Zij geeft dan ook aan dat haar fractie dit voorstel zal steunen. Zoals gewoonlijk kondigt de meerderheid aan dat de regering binnenkort een alomvattend ontwerp zal indienen en dat intussen vooral niets moet worden gedaan.

Zij betreurt het echter dat het voorstel geen verplichting voor gemeenten bevat om broeikasgassen te verminderen. Hiervoor ontbreken te halen doelstellingen.

Zijn er gemeenten die al dergelijke evaluaties van de broeikasgasemissies hebben uitgevoerd?

Wat het expertiseorgaan betreft, wordt het aan de regering overgelaten ze op te richten. Maar bestaan er niet al organen die dit werk kunnen doen? Kunnen zij de door de gemeenten geboekte vooruitgang aan het einde van de

progrès réalisés par les communes au terme du délai de trois ans ? Il est en effet dommage qu'il ne soit pas prévu de contrôler l'implémentation des propositions faites par les communes en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

M. Ahmed Mouhssin remercie lui aussi les auteurs de la proposition et remarque que la proposition aurait tout autant pu être présentée en commission de l'environnement qu'en commission des affaires intérieures. La discussion dans la commission des affaires intérieures permet d'avoir un regard plus proche des communes et plus attentif aux problèmes auxquels elles sont confrontées. Mais, dès lors, ce texte s'intègre dans la Nouvelle loi communale et il n'a donc pas une approche globale.

La proposition vise à imposer aux communes de réaliser tous les trois ans un bilan des émissions de gaz à effet de serre portant sur le patrimoine des communes et sur leurs compétences selon une méthode qui sera établie par le gouvernement. Elle vise également à la création d'un comité d'experts. Cette proposition est fort proche des lois françaises portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 et sur la transition énergétique pour la croissance verte.

Dans les lois françaises sont concernés, outre les communes, également tous les services de l'État, les collectivités locales et les personnes morales de droit public. Dès lors, la vision y est beaucoup plus globale. Dans la proposition à l'étude, les communes sont visées. Les auteurs ont-ils l'intention de déposer un même texte pour les CPAS ou les zones de police ? Et est-il prévu, comme en France, d'envisager des mesures concernant les entreprises ?

Les auteurs ont choisi d'intégrer le mécanisme proposé dans la Nouvelle loi communale. Pourquoi ne pas l'avoir inscrit plutôt dans le Code bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie ? Cela aurait en effet permis d'envisager les mécanismes d'accompagnement et de contrôle.

Il est indiqué que la proposition est indicative. Mais imposer des obligations sans qu'elles soient contraignantes, n'est-ce pas la faiblesse de la proposition ? Il faut dans ce cadre remarquer que si ces rapports ne sont pas joints au budget, cela peut entraîner la nullité de ces budgets.

Le législateur français avait estimé qu'une obligation telle qu'envisagée représentait une charge trop lourde pour des petites communes et avait dès lors décidé de ne l'imposer que pour les communes de plus de 50.000 habitants.

En Wallonie, un mécanisme d'accompagnement a été mis en place visant à soutenir la Convention des maires qui se sont engagés pour le climat. Cette convention, qui est issue de la base, rassemble des collectivités locales et régionales qui sont désireuses de lutter contre le changement climatique et de mettre en place des politiques énergétiques durables et d'atteindre et de dépasser les objectifs européens de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>. Cette convention est soutenue par la

periode van drie jaar niet evalueren? Het is immers jammer dat er geen plannen zijn om toezicht te houden op de uitvoering van de voorstellen van de gemeenten om de broeikasgasemissies te verminderen.

Ook de heer Ahmed Mouhssin bedankt de indieners van het voorstel en wijst erop dat het voorstel evengoed in de commissie voor het Leefmilieu had kunnen worden ingediend als in de commissie voor Binnenlandse Zaken. De bespreking in de commissie Binnenlandse Zaken maakt het mogelijk nader te bekijken wat gebeurt in de gemeenten, met meer aandacht voor de problemen waarmee zij te kampen hebben. Maar deze tekst wordt dus opgenomen in de Nieuwe Gemeentewet en er is dus geen sprake van een alomvattende benadering.

Het voorstel heeft tot doel de gemeenten te verplichten om de drie jaar een broeikasgasuitstootbalans op te maken, die betrekking heeft op het patrimonium en de bevoegdheden van de gemeenten volgens een door de regering te bepalen methode. Tevens beoogt het de oprichting van een comité van experts. Dit voorstel sluit zeer nauw aan bij de Franse wetten van 12 juli 2010 inzake het nationale engagement voor het milieu en inzake de energietransitie voor groene groei.

De Franse wetten hebben niet alleen betrekking op gemeenten, maar ook op alle overheidsdiensten, lokale collectiviteiten en publiekrechtelijke rechtspersonen. De visie is dus veel globaler. Dit voorstel heeft betrekking op de gemeenten. Zijn de indieners voornemens dezelfde tekst in te dienen voor de OCMW's of de politiezones? En wordt gepland om, zoals in Frankrijk, maatregelen te overwegen met betrekking tot de bedrijven?

De indieners hebben ervoor gekozen het voorgestelde mechanisme op te nemen in de Nieuwe Gemeentewet. Waarom wordt het niet eerder opgenomen in het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing? Dit zou het immers mogelijk hebben gemaakt de begeleidings- en controlemechanismen te overwegen.

Er wordt gezegd dat het voorstel indicatief is. Maar is het opleggen van verplichtingen zonder dat zij dwingend zijn niet de zwakte van het voorstel? In dit verband zij erop gewezen dat indien deze verslagen niet bij de begroting worden gevoegd, dit kan leiden tot de nietigheid van deze begrotingen.

De Franse wetgever was van mening dat een verplichting zoals die werd beoogd een te zware last zou zijn voor kleine gemeenten en had daarom besloten deze alleen op te leggen aan de gemeenten met meer dan 50.000 inwoners.

In Wallonië werd een begeleidingsmechanisme opgezet ter ondersteuning van het Convenant van burgemeesters die zich inzetten voor het klimaat. Dit bottom-up convenant brengt lokale en regionale besturen samen die de klimaatverandering willen tegengaan en een duurzaam energiebeleid willen ontwikkelen om de Europese doelstellingen inzake de vermindering van de CO<sub>2</sub>-uitstoot te halen en te overtreffen. Dit convenant wordt gesteund

commission européenne. La Wallonie a mis en place un soutien financier et méthodologique aux communes et a en outre développé un calculateur carbone dédié aux communes.

Les auteurs de la proposition estiment, quant à eux, qu'uniquement fournir des outils aux communes pour évaluer l'évolution de leur travail n'est pas suffisant.

Concernant le volet du comité d'experts, il existe une expertise en la matière au sein de Bruxelles Environnement. Mais l'objectif qui est de disposer d'un comité d'experts totalement indépendant est une bonne démarche. Il faut remarquer qu'en commission de l'environnement, la création d'un tel comité d'experts est déjà en discussion. Dès lors, y a-t-il eu des contacts dans le but d'éviter de créer des doublons en la matière ?

M. Christophe Magdalijns estime que le texte de la proposition est bien construit et que les intentions sont louables.

Indépendamment des réponses qui seront apportées par les auteurs aux différentes questions, il y a lieu de souligner que les communes ont toutes un éco-conseiller ou sont entrées dans la logique de l'Agenda 21 qui prévoit également de faire un bilan et un diagnostic de la situation devant comprendre l'impact et l'empreinte des communes au plan environnemental.

Il faut travailler dans l'ordre souhaité par le gouvernement et la majorité et, dès lors, le projet d'ordonnance bruxelloise pour le climat devra inclure les pouvoirs locaux dans la démarche d'un plan régional énergie – climat qui réponde à toutes les ambitions et obligations qui s'imposeront à nous.

Dans le cadre de ce projet d'ordonnance, un débat démocratique qui concernera entre autres les pouvoirs locaux aura bien lieu. Ensuite, il pourrait être envisagé, éventuellement, d'inscrire de nouvelles contraintes dans la nouvelle loi communale.

Le groupe Défi fait entière confiance au ministre chargé des pouvoirs locaux pour que cette ordonnance inclue bien les communes dans une démarche progressive et incitative devant permettre à toutes les communes de s'inscrire dans le processus de la façon la plus positive possible et d'avancer pied à pied. Dès lors, la contrainte ne semble, à ce stade, pas nécessaire. Mais celle-ci devra être inscrite, le jour où il sera décidé de légiférer et d'inscrire l'ensemble de ces éléments dans la Nouvelle loi communale.

Il y a un travail à faire pour permettre à plus de communes de s'inscrire dans la démarche de la Convention des maires. La Convention d'Arhus sur la démocratie environnementale a, elle, été largement ratifiée par les communes. Ces initiatives incluent déjà le bilan carbone.

door de Europese Commissie. Wallonië heeft gezorgd voor financiële en methodologische steun aan de gemeenten en heeft bovendien een koolstofcalculator ontwikkeld voor de gemeenten.

De indieners van het voorstel zijn van mening dat het niet voldoende is de gemeenten alleen maar instrumenten te verschaffen om de voortgang van hun werkzaamheden te beoordelen.

Wat het onderdeel expertencomité betreft, is er binnen het BIM deskundigheid op dit gebied. Maar de doelstelling om over een volledig onafhankelijk expertencomité te beschikken is een goede aanpak. Er zij op gewezen dat in de commissie voor het leefmilieu reeds wordt gesproken over de oprichting van een dergelijk expertencomité. Zijn er bijgevolg contacten geweest om te voorkomen dat op dit gebied dubbel werk wordt verricht?

De heer Christophe Magdalijns is van mening dat de tekst van het voorstel goed in elkaar zit en dat de bedoelingen prijzenswaardig zijn.

Los van de antwoorden die de indieners op de verschillende vragen zullen geven, moet erop worden gewezen dat de gemeenten allemaal een milieuadviseur hebben of zich hebben aangesloten bij de logica van Agenda 21, die ook voorziet in een evaluatie en diagnose van de situatie, die de impact en de voetafdruk van de gemeenten op milieugebied moeten bevatten.

We moeten werken in de door de regering en de meerderheid gewenste volgorde, en daarom moet het Brusselse ontwerp van ordonnantie voor het klimaat de plaatselijke besturen opnemen in het kader van een gewestelijk energie-klimaatplan dat voldoet aan alle ambities en verplichtingen die ons zullen worden opgelegd.

In het kader van dit ontwerp van ordonnantie zal een democratisch debat worden gevoerd, dat onder meer betrekking zal hebben op de plaatselijke besturen. Vervolgens zou kunnen worden overwogen om in de Nieuwe Gemeentewet nieuwe beperkingen op te nemen.

De DéFI-fractie heeft het volste vertrouwen in de minister die belast is met de plaatselijke besturen om ervoor te zorgen dat deze ordonnantie de gemeenten opneemt in een progressieve en stimulerende aanpak die alle gemeenten in staat moet stellen zich op de meest positieve manier bij het proces aan te sluiten en stap voor stap vooruitgang te boeken. Dwang lijkt in dit stadium dan ook niet nodig te zijn. Dit zal echter moeten worden opgenomen op de dag dat wordt besloten om wetgeving op te stellen en al deze elementen in de Nieuwe Gemeentewet op te nemen.

Er moet nog het een en ander worden gedaan om meer gemeenten in staat te stellen zich bij de aanpak van het Burgemeestersconvenant aan te sluiten. Het Verdrag van Aarhus inzake milieudemocratie is op grote schaal door de gemeenten geratificeerd. Deze initiatieven omvatten reeds de koolstofbalans.



Dès lors, même si la proposition paraît intéressante, il faut replacer cette initiative dans un enchaînement qui donne la priorité à l'initiative de la majorité.

M. Pierre Kompany ne doute pas que chacun veuille faire de la qualité de l'air une priorité.

Il rappelle que les différents parlements belges compétents s'étaient réunis pour préparer la COP en Pologne et il y avait soulevé le problème des tourbières du Congo.

Les différentes communes bruxelloises ne sont pas toutes logées à la même enseigne, en termes de moyens financiers et humains, pour faire face à des procédures telles que prévues dans la proposition. Il serait dès lors intéressant d'examiner la faisabilité réelle de la proposition. Il regrette qu'un tel examen n'ait pas encore pu être effectué.

Il indique encore que ce débat a également un aspect scientifique qui doit être examiné de plus près.

Actuellement le sujet de la qualité de l'air ne peut faire l'objet des considérations politiques.

M. Vincent De Wolf remercie les intervenants qui ont félicité son groupe pour le travail accompli. Les différents intervenants ont reconnu l'utilité de ce texte.

Les auteurs ont fait le choix de l'inscription de cette disposition dans la Nouvelle loi communale comme premier pas. Mais, si ce texte devait être adopté, il est évident que des textes complémentaires pour les CPAS, pour les zones de police, pour les sociétés de logements sociaux, pour les régions communales autonomes et pour les régions foncières seront déposés dans les jours qui suivent.

Le précurseur du développement durable à Bruxelles, M. Michiel Vandebussche, avait il y a bien longtemps déjà lancé, lors d'une conférence en Afrique du Sud, ce principe. De la sorte, Bruxelles était précurseur en la matière.

Il est évident que des bonnes intentions ne servent à rien s'il n'y a pas de possibilités d'actions pour y donner suite. Puisque cette proposition s'intègre dans la matière budgétaire, cela peut effectivement vouloir dire que si le budget ne reprend pas ce plan carbone, le budget ne pourra pas être approuvé.

Il n'est évidemment pas question de travailler indépendamment de Bruxelles Environnement. Si cet organisme est en mesure de permettre la mise en œuvre de la proposition, il est évident qu'une telle collaboration sera mise en place. Il est évident que le comité d'experts à créer devra de toute façon évaluer le plan triennal tous les trois ans.

La commune d'Etterbeek, par exemple, a créé un nouveau bâtiment passif pour l'hôtel communal, la zone de police, le CPAS, un funérarium, la mission locale pour l'emploi, ... La plus grande crèche ONE de Belgique passive a été créée. Des pavillons passifs ont été créés dans les écoles. Enfin, dans la note d'orientation de politique générale communale de 2018,

Daarom moet dit initiatief, ook al lijkt het voorstel interessant, worden geplaatst in een volgorde die voorrang geeft aan het initiatief van de meerderheid.

De heer Pierre Kompany twijfelt er niet aan dat iedereen van luchtkwaliteit een prioriteit wil maken.

Hij herinnert eraan dat de verschillende bevoegde Belgische parlementen ter voorbereiding van de COP in Polen bijeen waren gekomen en daar werd het probleem van de veengebieden in Congo aan de orde gesteld.

De verschillende Brusselse gemeenten zitten niet allemaal in hetzelfde schuitje wat betreft financiële en personele middelen om procedures zoals voorzien in het voorstel uit te voeren. Het zou dan ook interessant zijn om de werkelijke haalbaarheid van het voorstel te onderzoeken. Hij betreurt het dat een dergelijk onderzoek nog niet mogelijk is geweest.

Voorts wijst hij erop dat er ook een wetenschappelijk aspect aan dit debat is dat nader moet worden onderzocht.

Momenteel kan het onderwerp luchtkwaliteit niet het voorwerp zijn van politieke overwegingen.

De heer Vincent De Wolf dankt de sprekers die zijn fractie hebben gefeliciteerd met het verrichte werk. De verschillende sprekers hebben het nut van deze tekst erkend.

De indieners hebben ervoor gekozen deze bepaling in de Nieuwe Gemeentewet op te nemen als een eerste stap. Indien deze tekst wordt aangenomen, is het vanzelfsprekend dat in de daaropvolgende dagen aanvullende teksten zullen worden ingediend voor de OCMW's, voor de politiezones, voor de sociale huisvestingsmaatschappijen, voor de autonome gemeentebedrijven en voor de grondregieën.

De voorloper van de duurzame ontwikkeling in Brussel, de heer Michiel Vandebussche, had dit beginsel reeds lang geleden gelanceerd op een conferentie in Zuid-Afrika. Op die manier was Brussel een voorloper op dit gebied.

Het is vanzelfsprekend dat goede bedoelingen nutteloos zijn als er geen mogelijkheid is om er actie op te laten volgen. Aangezien dit voorstel deel uitmaakt van de begrotingsaangelegenheid, kan het inderdaad betekenen dat, indien dit koolstofplan niet in de begroting is opgenomen, de begroting niet kan worden goedgekeurd.

Er is uiteraard geen sprake van dat er onafhankelijk van Leefmilieu Brussel zou worden gewerkt. Indien dit orgaan in staat is het voorstel uit te voeren, ligt een dergelijke samenwerking voor de hand. Het is duidelijk dat het op te richten expertencomité het driejarenplan in ieder geval om de drie jaar zal moeten evalueren.

De gemeente Etterbeek bijvoorbeeld heeft een nieuw passief gebouw gerealiseerd voor het gemeentehuis, de politiezone, het OCMW, een begrafenisonderneming, de werkwinkel, ... De grootste passieve ONE-crèche (Office de la Naissance et de l'Enfance) van België is er tot stand gekomen. In de scholen werden passieve paviljoens

la notion de budget carbone a été inscrite et celle-ci a été adoptée à l'unanimité au conseil communal. Une société externe a été désignée pour aider la commune à rédiger le budget carbone.

En ce qui concerne l'objectif de l'ensemble des communes par rapport à la réduction des gaz à effet de serre, il faut s'inscrire dans les objectifs européens et dans les objectifs de la déclaration de politique régionale.

Les pouvoirs publics ont un rôle d'exemplarité, mais il est évident qu'il doit être possible de demander aux entreprises de fournir elles aussi des efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

L'inscription de cette proposition dans la Nouvelle loi communale s'imposait dans la mesure où il s'agit là de l'outil dont la Région dispose pour gérer les communes.

Une sanction indirecte sous la forme de non-approbation du budget existe. Mais il faut souligner que diverses ordonnances ne prévoyant pas de sanction ont déjà été votées par le parlement.

Il est évident que toutes les communes ne sont pas égales face à la charge de travail et cet élément est d'ailleurs mentionné dans les développements de la proposition. Il serait dès lors utile de créer un pool d'experts juridiques, techniques et financiers pouvant être mis à disposition des communes pour les aider à mettre en œuvre cette disposition.

M. Mathias Vanden Borre remercie M. De Wolf pour les précisions.

Il en conclut que la présente proposition n'est pas une panacée et qu'il reste fort à faire, mais que c'est un petit pas dans la bonne direction.

La majorité fait savoir qu'elle ne soutiendra pas la proposition parce que le gouvernement lui-même déposera un projet. Il regrette que les bonnes propositions de l'opposition soient systématiquement rejetées avec cet argument.

M. Marc-Jean Ghysse indique penser que le texte de la proposition pourrait servir, le cas échéant, d'inspiration pour éventuellement compléter le texte gouvernemental. Mais il souhaite attendre ce texte gouvernemental qui sera plus complet puisqu'il y aura des intégrations au niveau environnemental et des communes. En outre, une révision de la Nouvelle loi communale est elle aussi attendue.

M. Ahmed Mouhssin estime que la proposition se concentrant en premier lieu sur la Nouvelle loi communale et de nouveaux textes ayant le même objet devant encore être déposés, il y a un réel risque d'illisibilité de la législation.

Le délai proposé pour la mise en œuvre de cette proposition, si elle devait être adoptée, semble fort court. Néanmoins, le travail de communes pilotes portant ce projet,

grecréé. Tot slot is het concept van een koolstofbegroting opgenomen in de gemeentelijke algemene beleidsnota voor 2018 en is het unaniem door de gemeenteraad aangenomen. Er werd een extern bedrijf aangesteld om de gemeente te helpen bij het opstellen van de koolstofbegroting.

Aangaande de doelstelling van alle gemeenten met betrekking tot de vermindering van broeikasgassen moet deze in overeenstemming zijn met de Europese doelstellingen en met de doelstellingen van de algemene beleidsverklaring.

De overheid heeft een voorbeeldfunctie, maar het is duidelijk dat ook van bedrijven moet kunnen worden gevraagd dat zij zich inspannen om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen.

De opnemings van dit voorstel in de Nieuwe Gemeentewet was noodzakelijk omdat dit het instrument is waarover het Gewest beschikt om de gemeenten te beheren.

Er bestaat een indirecte sanctie in de vorm van niet-goedkeuring van de begroting. Er dient op gewezen te worden dat het parlement reeds verschillende ordonnances heeft aangenomen die niet in sancties voorzien.

Het is duidelijk dat niet alle gemeenten gelijk zijn op het vlak van werklast en dit wordt in de toelichting bij het voorstel vermeld. Het zou daarom nuttig zijn een pool van juridische, technische en financiële experts op te richten die ter beschikking van de gemeenten kunnen worden gesteld om hen te helpen bij de tenuitvoerlegging van deze bepaling.

De heer Mathias Vanden Borre dankt de heer De Wolf voor de bijkomende toelichting.

Hij concludeert dat het voorliggende voorstel geen panacée is en dat er nog veel werk op de plank ligt. Maar het is wel een kleine stap in de goede richting.

De meerderheid geeft aan het voorstel niet te zullen goedkeuren omdat de regering zelf een ontwerp zal indienen. Hij betreurt dat telkens opnieuw goede voorstellen van de oppositie met dat argument worden weggestemd.

De heer Marc-Jean Ghysse geeft aan dat de tekst van het voorstel in voorkomend geval als inspiratiebron kon worden gebruikt om de regeringstekst eventueel aan te vullen. Maar hij wenst te wachten op deze regeringstekst die vollediger zal zijn aangezien er integraties zullen zijn op milieu- en gemeentelijk niveau. Daarnaast wordt ook een herziening van de Nieuwe Gemeentewet verwacht.

De heer Ahmed Mouhssin is van mening dat, aangezien het voorstel in de eerste plaats betrekking heeft op de Nieuwe Gemeentewet en er nog geen nieuwe teksten met hetzelfde voorwerp werden ingediend, er een reëel risico bestaat dat de wetgeving onbegrijpelijk wordt.

Het voorgestelde tijdschema voor de tenuitvoerlegging van dit voorstel, indien het zou worden aangenomen, lijkt erg kort. Niettemin zullen de werkzaamheden van

telles que la commune d'Etterbeek, sera sans doute fort utile. Il sera donc intéressant de suivre ce travail.

Il prend bonne note du fait que le MR envisage d'imposer ce type de plans aux entreprises après l'avoir fait pour les communes. Les pouvoirs locaux doivent effectivement être exemplaires et lorsqu'ils auront essuyé les plâtres, il sera effectivement possible de passer aux entreprises.

Si des ordonnances ont, par le passé, effectivement été votées sans mesures coercitives, il faut bien reconnaître que le résultat de ces ordonnances en pâtit. Dès lors, si une telle disposition devait être adoptée, il serait utile de prévoir des sanctions.

Concernant l'article 4, l'auteur peut-il préciser que la mise en œuvre du texte s'il devait être voté cette année, serait 2022?

L'article 5 de la proposition est, en tout cas, en partie inspiré de la législation française. Il aurait dès lors été bon de prendre connaissance de l'évaluation de ce texte en France.

Enfin, les auteurs ont-ils envisagé des mesures telles que celles mises en place en Wallonie ?

M. Christophe Magdalijns estime que les réponses apportées par M. De Wolf aux questions qui avaient été posées attestent de la cohérence de sa démarche. Il rappelle qu'il souhaite, lui, une législation adoptée pour l'ensemble de la Région à l'initiative du gouvernement, en application de la déclaration de politique régionale. Ensuite, partant de ce cadre fort, il pourra être envisagé de légiférer là où ce sera nécessaire, par exemple au niveau de la Nouvelle loi communale.

Mme Els Rochette souhaite elle aussi rendre hommage aux auteurs de la proposition.

Il ne faut certes pas esquiver le débat, mais il est important d'aborder cette problématique dans un cadre plus large, et le débat global sur la Nouvelle loi communale constituera un cadre approprié à cette fin.

Son groupe ne soutiendra toutefois pas le présent texte dans les circonstances actuelles.

M. Guy Vanhengel déclare que son groupe partage ce sentiment au sujet de la présente proposition.

M. Pierre Kompany indique qu'étant donné que le gouvernement travaille sur le sujet, il y a lieu d'unir les forces. Le gouvernement pourrait s'inspirer du travail effectué par les parlementaires.

Il propose dès lors d'attendre le dépôt du projet gouvernemental en espérant y retrouver les éléments mis en avant par M. De Wolf et les coauteurs de la proposition.

proefgemeenten die dit project uitvoeren, zoals de gemeente Etterbeek, ongetwijfeld zeer nuttig zijn. Het zal dus interessant zijn dit werk te volgen.

Hij neemt nota van het feit dat de MR overweegt dit soort plannen op te leggen aan de bedrijven, nadat dit voor gemeenten werd gedaan. De plaatselijke besturen moeten inderdaad het goede voorbeeld geven en na deze eerste fase zal het inderdaad mogelijk zijn over te gaan tot de bedrijven.

Indien in het verleden inderdaad ordonnances werden aangenomen zonder dwangmaatregelen, moet worden erkend dat het resultaat van deze ordonnantie eronder lijdt. Indien een dergelijke bepaling zou worden aangenomen, zou het nuttig zijn in sancties te voorzien.

Aangaande artikel 4 wordt gevraagd of de indiener meer preciseringen kan geven over de toepassing van de tekst, ingeval die dit jaar goedgekeurd zou worden, met de blik op 2022?

Artikel 5 van het voorstel is in ieder geval gedeeltelijk geïnspireerd op de Franse wetgeving. Het zou dan ook een goed idee zijn geweest kennis te nemen van de evaluatie van deze tekst in Frankrijk.

Tot slot, hebben de auteurs maatregelen overwogen zoals in Wallonië?

De heer Christophe Magdalijns is van mening dat de antwoorden van de heer De Wolf op de gestelde vragen getuigen van de coherentie van zijn aanpak. Hij herinnert eraan dat hij een wetgeving wil die op initiatief van de regering voor het volledig Gewest wordt aangenomen ter uitvoering van de algemene beleidsverklaring. Vervolgens zou, op basis van deze sterke omkadering kunnen worden overwogen om waar nodig wetgeving op te stellen, bijvoorbeeld op het niveau van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw Els Rochette geeft aan dat ook zij haar respect ten aanzien van de auteurs van het voorstel wenst te betuigen.

Het debat mag niet uit de weg worden gegaan, maar het is belangrijk deze problematiek in een breder kader te bekijken en het hele debat over de Nieuwe Gemeentewet zal daartoe een geschikt kader zijn.

Evenwel zal haar fractie de voorliggende tekst in de huidige omstandigheden niet goedkeuren.

De heer Guy Vanhengel geeft aan dat zijn fractie een zelfde gevoel heeft bij dit voorstel.

De heer Pierre Kompany zegt dat, aangezien de regering zich met dit onderwerp bezighoudt, het nodig is de krachten te bundelen. De regering zou inspiratie kunnen putten uit het werk van parlementsleden.

Hij stelt daarom voor te wachten op de indiening van het regeringsontwerp in de hoop de door de heer De Wolf en de mede-indieners van het voorstel naar voren gebrachte elementen daarin te kunnen vinden.

M. Vincent De Wolf souhaite répondre aux députés qui préfèrent attendre le projet gouvernemental, qu'il redoutait, même dans un sujet comme celui-ci, cette réponse. Mais, alors que la majorité attend, l'opposition, elle, avance.

Par rapport aux mesures mises en place en Wallonie, les auteurs s'en sont inspirés, notamment en prévoyant la mise à disposition des communes d'experts pouvant les aider.

Concernant l'absence de sanctions, certaines communes appliquent bel et bien les ordonnances adoptées sans qu'aucune sanction n'y soit inscrite. La proposition, en prévoyant l'obligation de joindre le bilan carbone au budget, prévoit la possibilité que le budget ne soit pas approuvé en cas de non-application de cette ordonnance.

Il confirme en outre que la mise en œuvre de l'ordonnance devrait effectivement se faire en 2022.

Enfin, le principal défaut des auteurs de la proposition est qu'ils fassent partie de l'opposition et qu'en conséquence la majorité ne souhaite pas adopter ce texte.

M. Ahmed Mouhssin souhaite souligner en conclusion que le débat concerne tant la majorité que l'opposition. Il y a dans la proposition des éléments intéressants, mais la manière dont ils sont mis en place pose problème.

### III. Discussion des articles et votes

#### *Article 1<sup>er</sup>*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

L'article 1<sup>er</sup> est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

#### *Article 2*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

L'article 2 est rejeté par 9 voix contre 5 et 1 abstention.

Le président décide de passer immédiatement au vote sur l'ensemble de la proposition.

### **V. Vote sur l'ensemble de la proposition d'ordonnance**

L'ensemble de la proposition d'ordonnance est rejeté par 8 voix contre 5 et 2 abstentions.

De heer Vincent De Wolf wenst te antwoorden aan de volksvertegenwoordigers die liever wachten op het ontwerp van de regering, dat hij een dergelijk antwoord vreesde, zelfs over een onderwerp als dit. Maar terwijl de meerderheid afwacht, gaat de oppositie vooruit.

De indieners hebben zich laten inspireren door de in Wallonië uitgevoerde maatregelen, met name door de gemeenten te voorzien van deskundigen die hen kunnen bijstaan.

Aangaande het ontbreken van sancties passen sommige gemeenten de aangenomen ordonnances inderdaad toe zonder dat daarin sancties zijn opgenomen. Door te voorzien in de verplichting om de koolstofbalans bij de begroting te voegen, voorziet het voorstel in de mogelijkheid dat de begroting niet wordt goedgekeurd indien deze ordonnantie niet wordt toegepast.

Hij bevestigt ook dat de ordonnantie in 2022 effectief zou worden uitgevoerd.

Tot slot is de grootste tekortkoming van de indieners van het voorstel dat zij deel uitmaken van de oppositie en dat de meerderheid deze tekst niet wenst goed te keuren.

De heer Ahmed Mouhssin wenst ter afsluiting te benadrukken dat het debat zowel de meerderheid als de oppositie aangaat. Het voorstel bevat interessante elementen, maar er zijn problemen met de wijze waarop.

### III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

#### *Artikel 1*

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

#### **Stemming**

Artikel 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

#### *Artikel 2*

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

#### **Stemming**

Artikel 2 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 5, bij 1 onthouding.

De voorzitter beslist onmiddellijk over te gaan tot de stemming over het geheel van het voorstel.

### **V. Stemming over het geheel van het voorstel van ordonnantie**

Het geheel van het voorstel van ordonnantie wordt verworpen met 8 stemmen tegen 5, bij 2 onthoudingen.

– *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

*Le Rapporteur*

Christophe MAGDALIJS

*Le Président*

Guy VANHENGEL

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

*De Rapporteur*

Christophe MAGDALIJS

*De Voorzitter*

Guy VANHENGEL